

Accord professionnel

LIBRAIRIE

ACCORD DU 21 SEPTEMBRE 2006
RELATIF AU DÉLAI DE SURVIE DES DISPOSITIONS
DE LA CONVENTION COLLECTIVE NATIONALE DU 15 DÉCEMBRE 1988
NOR : ASET0651101M

PRÉAMBULE

A la suite du constat effectué par les organisations d'employeurs de la nécessité de voir reconnaître les particularités de l'activité de librairie, le syndicat de la librairie française (SLF) et la fédération française de la librairie (FFSL) ont, par courrier du 4 octobre 2004, dénoncé la convention collective nationale du commerce de détail de papeterie, fournitures de bureau, de bureautique et informatique et de librairie du 15 décembre 1988 (ci-après désignée convention collective nationale de la papeterie) ainsi que les accords collectifs et avenants pris dans son champ d'application.

Le dépôt de cette dénonciation auprès de la DDTEFP de Paris conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail a été effectué le 4 octobre 2004. Ce dépôt a marqué le point de départ des délais de préavis de 6 mois puis de survie de 24 mois fixés par l'article 1.4 de la convention collective nationale de la papeterie.

Le SLF et la FFSL ont entamé des négociations avec les organisations syndicales représentatives de salariés à la fin de l'année 2004, avec pour objectif de conclure une convention collective nationale spécifique à la branche professionnelle de la librairie.

A la date de la signature du présent accord, des négociations sont en cours, et 2 accords collectifs de branche, propres à la librairie, ont déjà été signés et étendus.

Les parties souhaitant disposer du temps nécessaire à la réflexion et à la négociation tout en garantissant aux salariés de la branche professionnelle librairie l'application des dispositions conventionnelles existantes, elles sont convenues de conclure le présent accord.

Article 1^{er}

Champ d'application

Le présent accord est applicable aux entreprises dont l'activité principale, en termes de chiffre d'affaires, est principalement constituée de la vente de livres dans les départements français de la métropole et d'outre-mer.

Ce champ d'application comprend les commerces de librairie dont la clientèle est constituée de particuliers, d'entreprises ou d'administrations, que ces commerces vendent des livres neufs ou d'occasion.

Sont visés :

- les commerces de librairie qui relèvent principalement du code 52.4 R, à l'exclusion des commerces dont l'activité principale consiste en la vente de produits de papeterie ou de presse ;
- les commerces de livres d'occasion qui relèvent principalement du code 52.5 Z, à l'exclusion des commerces dont l'activité principale consiste en la vente de livres anciens et de valeur.

Article 2

Objet de l'accord

Le délai de « survie » des dispositions de la convention collective nationale dénoncée prévu par son article 1.4 doit être adapté afin de favoriser la négociation de la convention collective de la branche professionnelle librairie.

En conséquence, les dispositions étendues de la convention collective nationale du 15 décembre 1988 de la papeterie, continueront à produire effet conformément à l'article L. 132-8, alinéas 3 et 4 du code du travail jusqu'au 31 décembre 2007.

Jusqu'au 31 décembre 2007, les relations entre, d'une part, les employeurs et, d'autre part, les salariés et représentants du personnel des entreprises comprises dans le champ d'application du présent accord, seront régis par :

1. Les dispositions étendues de la convention collective nationale du commerce de détail de la papeterie, librairie, fournitures de bureau, bureautique et informatique du 15 décembre 1988 ;

2. Ainsi que les dispositions étendues des avenants, annexes et textes complémentaires à cette convention collective nationale, à l'exception des avenants conclus après le 4 octobre 2004, date de la dénonciation effectuée par le SLF et la FFSL.

La prolongation du délai de survie jusqu'au 31 décembre 2007 n'est applicable qu'aux entreprises comprises dans le champ d'application du présent accord.

Le présent accord ne porte pas révision de l'article 1.4 de la convention collective nationale de la papeterie.

Article 3

Conséquence de la prolongation du délai de survie

La prolongation de ce délai de survie jusqu'au 31 décembre 2007 ne remet pas en cause la validité de la dénonciation effectuée par courrier du 4 octobre 2004.

La prolongation de ce délai de survie ne vaut pas reconnaissance de l'appartenance des entreprises visées par l'article 1^{er} du présent accord au champ d'application de la convention collective nationale du commerce de détail de la papeterie, librairie, fournitures de bureau, bureautique et informatique du 15 décembre 1988.

Article 4

Durée de l'accord. – Entrée en vigueur

Le présent accord est conclu pour une durée déterminée dont le terme est fixé au 31 décembre 2007 et pourra être révisé dans les conditions prévues par le code du travail.

Les groupements d'employeurs signataires notifieront cet accord à l'ensemble des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau de la branche conformément aux dispositions de l'article L. 132-2-2 du code du travail.

Le présent accord entrera en vigueur le premier jour du mois suivant la publication de son arrêté d'extension.

Les parties signataires mandatent les organisations d'employeurs signataires pour effectuer les démarches nécessaires pour l'obtention de l'extension du présent accord.

Article 5

Dépôt de l'accord

Le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail et des conventions collectives, ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes du lieu de sa conclusion conformément aux dispositions de l'article L. 132-10 du code du travail, dans les 8 jours suivant la fin du délai d'opposition.

Article 6

Adhésion

Tout syndicat professionnel ou organisation d'employeurs non signataire du présent accord pourra y adhérer ultérieurement, cette adhésion doit être totale pour emporter les mêmes droits que la signature.

Cette adhésion sera valable à partir du jour qui suivra celui de la notification de l'adhésion auprès du ministère chargé du travail et des conventions collectives et du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris.

Le syndicat ou l'organisation professionnelle d'employeurs qui aura décidé d'adhérer au présent accord est tenu d'en informer les parties déjà contractantes par lettre recommandée avec accusé de réception.

Fait à Paris, le 21 septembre 2006.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

Syndicat de la librairie française ;

Fédération française syndicale de la librairie.

Syndicats de salariés :

SNPELAC-CFTC ;
Commerces et services CGT ;
FCCS CFE-CGC ;
FNECS CFE-CGC ;
Fédération des services CFDT ;
FEC CGT-FO.